



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

Arrêté du 7 avril 2026 portant prescriptions complémentaires à la société BUTACHIMIE à Chalampé

Le préfet du Haut-Rhin

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement et notamment ses livres II et V, et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-14, R. 181-45 et R. 221-1,

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie relevant du régime de l'autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 3410 à 3460, ou 3710 lorsque la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de l'une au moins des rubriques 3410 à 3460,

VU la circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation,

VU les arrêtés préfectoraux encadrant les installations et notamment :

- l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016 portant prescriptions complémentaires (codificatif pour la partie risque chronique) à la société Butachimie pour son établissement de Chalampé,
- l'arrêté du 9 mars 2020 portant prescriptions complémentaires à la société Butachimie pour l'exploitation de ses installations de Chalampé,
- l'arrêté préfectoral du 20 juin 2024 portant prescriptions complémentaires à la société Butachimie pour l'exploitation de ses installations,

VU le guide INERIS-200357-2563482-v1.0 de septembre 2021 sur l'Évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires (Démarche intégrée pour la gestion des émissions de substances chimiques par les installations classées),

VU le rapport de la visite de contrôle du 11 juin 2021 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

VU les investigations (caractérisation des émissions atmosphériques) menées par l'exploitant sur les années 2022 à 2024 pour les émissaires dit «n° 28 : soupape coupe-feu M1830» et «n° 29 : atelier M1769» des unités de fabrication de l'unité HMD3,

VU le rapport de la visite de contrôle du 2 décembre 2025 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

VU les transmissions électroniques des 12 et 16 décembre 2025 de l'exploitant, concernant les caractéristiques de l'émissaire n° 24 (colonne stripping ammoniac),

VU la transmission du rapport susvisé à l'exploitant en date du 6 janvier 2026,

VU le courrier électronique de l'exploitant en date du 3 février 2026 formulant des observations sur le projet d'acte,

Considérant que les contrôles réalisés les 11 juin 2025 et 2 décembre 2025 et les investigations réalisées par l'exploitant du site Butachimie mettent en évidence que les prescriptions actuellement opposables au site pour les émissaires référencés n° 28 et n° 29 dans les arrêtés préfectoraux susvisés, doivent être modifiées afin de :

- prendre en considération la caractérisation des émissions réalisée par l'exploitant sur ces deux émissaires, avec la mise en avant de polluants autres que ce actuellement encadrés par les prescriptions existantes,
- fixer des valeurs limites d'émissions et un programme de surveillance, pour les polluants susceptibles d'être émis par ces émissaires.

Considérant que pour établir le programme de surveillance des émissions des rejets n° 28 et 29, il y a lieu de prendre en considération :

- la caractérisation des émissions réalisée par l'exploitant,
- les dispositions réglementaires opposables aux installations via les arrêtés ministériels des 2 février 1998 et 4 novembre 2024 susvisés,

Considérant que l'examen réalisé par l'Inspection sur l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 susvisé, l'amène à proposer également une adaptation des prescriptions relatives à la surveillance de l'émissaire n° 27, afin que les paramètres de surveillance, VLE et fréquences d'autosurveillance correspondent à l'arrêté ministériel précité,

Considérant que dans un souci de lisibilité des prescriptions opposables aux installations, il y a lieu compte tenu du formalisme retenu dans les actes passés, de reprendre in extenso, sans préjudice des dispositions nationales opposables aux installations, les prescriptions existantes qui encadrent les autres émissaires des installations,

Considérant que dans le cadre du contrôle du 2 décembre 2025, l'exploitant a également pu apporter des éléments mettant en évidence qu'il y a bien lieu de considérer que l'émissaire n° 24 est un émissaire lié à la mise à l'atmosphère d'effluents en cas de situation accidentelle, et notamment en cas de déclenchement, avec brutal des unités de fabrication d'HCN, et qu'il convient de considérer que cet émissaire peut être cité pour mémoire, mais qu'il n'est pas opportun de le réglementer au titre des émissions chroniques des installations,

Considérant que l'examen des éléments techniques à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, lors du contrôle réalisé le 2 décembre 2025 susvisé a mis en évidence que le site de Butachimie ne dispose pas d'une Evaluation Quantitative des Risques Sanitaires (EQRS) globale pour l'ensemble des émissions de son site, et qu'à ce titre les différentes études réalisées lors des demandes de modification ou autorisation passées ne peuvent constituer par leur accumulation une réponse aux enjeux sanitaires qui doivent être étudiés de manière intégrée et cumulés en application des principes de la circulaire du 9 août 2013 et guide Ineris susvisés,

Considérant qu'il a lieu de demander à l'exploitant de mettre à jour les éléments relatifs aux risques sanitaires susceptibles d'être engendrés par l'exploitation de ses installations, d'une manière globale et dans le respect des principes de la circulaire du 9 août 2013 et guides reconnus par la Direction Générale de la Prévention des Risques,

Considérant par ailleurs que les conclusions de l'EQRS, peuvent impacter in-fine les valeurs limites ou la surveillance environnementale actuellement opposables aux installations et qu'il convient de fait, de demander à l'exploitant d'intégrer ces impacts dans les conclusions et les propositions qu'il serait amené à formuler dans le cadre de la mise à jour de cette évaluation,

Considérant enfin qu'il est nécessaire d'intégrer à cette évaluation, et en lien avec la surveillance environnementale autour des installations, une partie relative aux impacts potentiels de ses émissions globales sur la qualité de l'air au sens de l'article R. 221-1 du Code de l'environnement,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : objet.

La société Butachimie SNC, dont le siège social est situé Usine de Chalampé – Gestiftsfeld 68490 Chalampé, est tenue de respecter les prescriptions édictées aux articles 2 et suivants pour l'exploitation de son usine de production de Chalampé – Gestiftsfeld 68490 Chalampé.

Article 2 : modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.
Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Références de l'arrêté préfectoral	Références des articles dont les prescriptions sont modifiées	Nature des modifications Références des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 18 octobre 2016	Article 3.2.2	Abrogées et remplacées par l'article 3
	Article 3.2.3	Abrogées et remplacées par l'article 4
	Article 3.2.4.4	Abrogées et remplacées par l'article 5
	Article 9.2.1.	Abrogées et remplacées par l'article 5
Arrêté préfectoral du 9 mars 2020	Article 5	Abrogées et remplacées par l'article 4
	Article 7	Abrogées et remplacées par l'article 5
	Article 12	Abrogées et remplacées par l'article 7

Article 3 : conduits et installations raccordées.

Les prescriptions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016 susvisé sont abrogées et remplacées par les suivantes :

«Les installations raccordées aux conduits référencés dans le tableau ci-dessous sont exploitées dans les limites de puissance et capacité indiquées. Les installations de combustion utilisent alternativement ou simultanément les combustibles mentionnés.

Les conduits sont localisés sur un plan tenu à disposition de l'inspection.

- *Conduits aménagés.*

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance	Combustible	Type de procédé
8	Chaudière CNIM	139,8 MW	Gaz naturel + gaz résiduaire (majoritairement) + gaz de tamis butadiène	Chaudière pour la production de vapeur 38 bar

9	Four préchauffage Est	19,8 MW	Gaz naturel + gaz résiduaux	Four de préchauffage
17	Four TGN1	4,5 MW	Gaz naturel + gaz résiduaux	Four de préchauffage
18	Four d'incinération John Zink	35 MW	Effluents + gaz naturel (brûleurs d'appoint)	Incinération des effluents aqueux
19	Four TGN2	3,6 MW	Gaz naturel + gaz résiduaux	Four de préchauffage
21	Chaudière Babcock	147,5 MW	Gaz résiduaux (majoritairement) + gaz naturel + gaz naturel traité + gaz de tamis butadiène	Chaudière pour la production de vapeur 60 bar
22	Four préchauffage Sud	25,5 MW	Gaz naturel + gaz résiduaux	Four de préchauffage
23	Four préchauffage Ouest	19,8 MW	Gaz naturel + gaz résiduaux	Four de préchauffage

Les gaz résiduaux sont les gaz produits lors de la synthèse de l'acide cyanhydrique au niveau des ateliers HCN1 et HCN2.

Le gaz de tamis butadiène est du gaz naturel utilisé pour la régénération des tamis Butadiène de l'atelier ADN.

Le gaz naturel traité est le gaz naturel issu de l'unité TGN.

- *Autres points de rejets.*

N° de conduit	Installations raccordées	Type de procédé
24	Colonne F2310	Stripping de l'ammoniac
25	Torche procédé HCN1	Torche permanente H1790 de l'atelier HCN1
26	Torche procédé HCN2	Torche permanente K1790 de l'atelier HCN2
27	Colonne COV Tank Farm	Respiration de la colonne traitant les ciels gazeux des stockages de liquides émettant des COV
28	Atelier HMD M1830 garde hydraulique pour « soupape coupe feu atelier »	Collecte de la garde hydraulique puis traitement sur la colonne d'abattage M2303
29	Atelier HMD M1769 (bâche pompes à vide) sortie des 6 pompes à vide 35651 à 35656 atelier HMD	Collecte du circuit vide puis traitement sur la colonne d'abattage M2270

«

Article 4 : conditions générales de rejets.

Les prescriptions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016 susvisé et de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 9 mars 2020 susvisé sont abrogées et remplacées par les suivantes :

«Les rejets définis à l'article 3 du présent arrêté respectent les caractéristiques suivantes :

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur (m)	Diamètre (m)	Débit nominal (Nm ³ /h)*	Vitesse mini d'éjection (m/s) **	Type de traitement
8	Chaudière CNIM	55	2,9	200 000	8	Brûleurs bas Nox
9	Four préchauffage Est	42	1,9	30 000	5	-
17	Four TGN1	30	0,8	10 000	5	-
18	Four d'incinération John Zink	55	2	125 000	12	Lavage des fumées et filtration
19	Four TGN2	30	0,8	9 000	5	-
21	Chaudière Babcock	33,2	2,8	200 000	8	Brûleurs bas Nox
22	Four préchauffage Sud	45	2	56 000	5	-
23	Four préchauffage Ouest	42	2	30 000	5	-
24	Colonne F2310	28	0,4	-	-	-
25	Torche procédé HCN1	60	1,8 (diamètre interne)	-	3,3	-
26	Torche procédé HCN2	60	1,22 (diamètre externe)	-	-	-
27	Colonne COV Tank Farm	15,7	0,2	0,2	5	Lavage à contre courant (revalorisation des COV)
28	Atelier HMD M1830 garde hydraulique pour soupape coupe feu atelier	35,8	0,25	430	5	Colonne d'abattage à l'eau (M2303)
29	Atelier HMD M1769 (bâche pompes à vide) sortie des 6 pompes à vide 35651 à 35656 atelier HMD	15,9	0,15	300	5	Colonne d'abattage à l'eau (M2270)

(*) débits donnés à titre indicatif afin de déterminer les vitesses minimales requises

(**) vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Outre les valeurs minimales mentionnées dans le tableau ci-dessus, l'exploitant s'assure que les vitesses réelles d'éjection des gaz permettent d'en assurer une dispersion suffisante, en fonction des émissions de polluants à l'atmosphère, de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz et des intérêts pouvant être atteints.

L'émissaire n° 24 est cité dans les précédents articles pour mémoire, seuls des rejets accidentels sont susceptibles d'être émis et ne sont pas encadrés par le présent arrêté.

Les émissaires n°25 et 26 sont à considérer comme générant des émissions diffuses.

Article 5 : conduits n° 27 (colonne COV Tank Farm), 28 (atelier HMD M1830), et 29 (atelier HMD M1769).

Les prescriptions de l'article 3.2.4.4 de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016 susvisé et de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 9 mars 2020 susvisé sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Conduit n°27 :

Paramètre	Concentration (mg/Nm³)	Flux (kg/h)
COVT*	110 mg C/Nm ³	0,000006

* Composés Organiques Volatils Totaux tel que défini à l'article 3, point 45), de la directive 2010/75/UE (exprimés en C total dans l'air).

Conduit n°28 :

Paramètre	Concentration (mg/Nm³)	Flux (kg/h)
Poussières totales y compris les particules fines (PM _{2,5} et 10)	40	0,01
COVT*	110 mg C/Nm ³	0,1
Ammoniac	50	0,001
Nickel	5	0,05
Cyanure d'hydrogène	5	0,002

* Composés Organiques Volatils Totaux tel que défini à l'article 3, point 45), de la directive 2010/75/UE (exprimés en C total dans l'air).

Conduit n°29 :

Paramètre	Concentration (mg/Nm³)	Flux (kg/h)
Poussières totales y compris les particules fines (PM _{2,5} et 10)	40	0,01
COVT*	110 mg C/Nm ³	0,1
Hydrazine (H350)	2	0,05
Ammoniac	50	0,001
Nickel	5	0,05
Cyanure d'hydrogène	5	0,001

* *Composés Organiques Volatils Totaux tel que défini à l'article 3, point 45), de la directive 2010/75/UE (exprimés en C total dans l'air).*

»

Article 6 : autosurveillance des rejets atmosphériques.

Les prescriptions de l'article 9.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016 susvisé et de l'article 12 de l'arrêté préfectoral du 9 mars 2020 susvisé sont abrogées et remplacées par les suivantes :

L'exploitant met en œuvre le programme de surveillance défini à minima ci-après sur les rejets identifiés aux précédents rejets du présent arrêté.

Les références faites aux mesures comparatives selon l'article 9.1.2 s'entendent en référence à l'article 9.1.2 de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016 susvisé.

6.1 : conduits n° 8 et 21 (chaudières CNIM et Babcock).

Périodicité des mesures :

Paramètre	Fréquence	
	Autosurveillance par mesure	Mesures comparatives selon article 9.1.2
O ₂	Continue	Annuelle
Température	Continue	Annuelle
Pression	Continue	Annuelle
Teneur en vapeur en eau	Continue	Annuelle
CO	Continue	Annuelle
Poussières totales	Annuelle	Annuelle
SO ₂	Annuelle*	Annuelle
NO _x	Continue	Annuelle

HAP	Annuelle	Annuelle
COVNM	Annuelle	Annuelle
1-3 butadiène	Annuelle	Annuelle
acrylonitrile	Annuelle	Annuelle
formaldéhyde	Annuelle	Annuelle
Cd, Hg et Tl	Annuelle	Annuelle
As, Se, Te	Annuelle	Annuelle
Pb	Annuelle	Annuelle
Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, V, Zn	Annuelle	Annuelle
NH ₃	Annuelle	Annuelle
N ₂ O	-	Annuelle

* complétée d'une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation.

6.2 : conduits n° 9, 22 et 23 (fours préchauffage Est, Sud et Ouest).

Périodicité des mesures :

Paramètre	Fréquence	
	Autosurveillance par mesure	Mesures comparatives selon article 9.1.2
O ₂	Continue	Annuelle
Température	Continue	Annuelle
Pression	Continue	Annuelle
Teneur en vapeur d'eau	Continue	Annuelle
SO ₂	Semestrielle*	Annuelle
CO	Continue	Annuelle
Poussières totales	Annuelle	Annuelle
NO _x	Continue	Annuelle
N ₂ O	Annuelle	Annuelle
COVNM	Annuelle	Annuelle

* complétée d'une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation.

6.3 : conduits n°17 et 19 (fours TGN1 et TGN2).

Périodicité des mesures :

Paramètre	Fréquence	
	Autosurveillance par mesure	Mesures comparatives selon article 9.1.2
O ₂	Continue	Annuelle
Température	Continue	Annuelle
Pression	Continue	Annuelle
Teneur en vapeur d'eau	Continue	Annuelle
SO ₂	Semestrielle*	Annuelle

CO	Continue	Annuelle
Poussières totales	Semestrielle	Annuelle
NO _x	Continue	Annuelle
N ₂ O	Annuelle	Annuelle
COVNM	Annuelle	Annuelle

* complétée d'une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation.

6.4 : conduit n° 27 (colonne COV Tank Farm).

En ce qui concerne les périodes d'établissement des valeurs moyennes d'émission pour les émissions atmosphériques canalisées, les définitions suivantes s'appliquent.

Type de mesure	Période d'établissement de la moyenne	Définition
En continu	Moyenne journalière	Moyenne sur un jour calculée à partir des moyennes horaires ou demi-horaires valides
Périodique	Moyenne sur la période d'échantillonnage	Valeur moyenne de trois échantillonnages ou mesures consécutifs d'au moins 30 minutes chacun (1) (2)

(1) Si, en raison de contraintes liées à l'échantillonnage, à l'analyse ou du fait des conditions d'exploitation (du fait de procédés discontinus, par exemple), un échantillonnage (notamment pour les polluants en phase particulaire), une mesure de 30 minutes, ou une moyenne de trois échantillonnages ou mesures consécutifs ne conviennent pas pour un paramètre, quel qu'il soit, une période d'échantillonnage ou de mesurage plus appropriée peut être appliquée. Pour les PCDD et PCDF, une période d'échantillonnage de 6 à 8 heures est utilisée.

(2) Pour les émissions de chlore et de dioxyde de chlore, mesurés ensemble et exprimés en Cl₂, à la sortie de l'unité d'absorption de chlore des installations produisant du chlore ou de la soude, la période d'échantillonnage est d'une heure.

L'exploitant vérifie annuellement la performance de la colonne d'abattage raccordée au conduit n° 27.

Périodicité des mesures :

Paramètre	Fréquence	
	Autosurveillance par mesure	Mesures comparatives selon article 9.1.2
COVT	mensuelle*	Annuelle

*si au bout de 6 mesures les concentrations mesurées montrent une relative stabilité, la fréquence d'autosurveillance par mesure pourra être annuelle. La stabilité des émissions est appréciée de la manière suivante :

- soit l'ensemble des 6 mesures n'excèdent pas 50 % de la valeur limite d'émission définie pour l'émissaire.

- soit moins de 40 % d'écart relatif entre deux mesures successives. Le calcul de l'écart relatif est effectué pour toutes les périodes comprises entre deux résultats de mesure successifs de l'ensemble des données retenues pour l'analyse. Pour les mesures ponctuelles l'écart relatif correspond à $(\text{Valeur mesurée } n^{\circ} \ll n+1 \gg - \text{Valeur mesurée } \ll n \gg) / \text{VLE}$,

La stabilité des émissions peut être estimée de manière itérative sur une période de 6 mesures consécutives glissantes.

6.5 : conduits n° 28 et 29 (atelier HMD M1830 et atelier HMD M1769).

L'exploitant vérifie annuellement les performances des colonnes d'abattage raccordées aux conduits n°28 et 29.

En ce qui concerne les périodes d'établissement des valeurs moyennes d'émission pour les émissions atmosphériques canalisées, les définitions suivantes s'appliquent.

Type de mesure	Période d'établissement de la moyenne	Définition
En continu	Moyenne journalière	Moyenne sur un jour calculée à partir des moyennes horaires ou demi-horaires valides
Périodique	Moyenne sur la période d'échantillonnage	Valeur moyenne de trois échantillonnages ou mesures consécutifs d'au moins 30 minutes chacun (1) (2)

(1) Si, en raison de contraintes liées à l'échantillonnage, à l'analyse ou du fait des conditions d'exploitation (du fait de procédés discontinus, par exemple), un échantillonnage (notamment pour les polluants en phase particulaire), une mesure de 30 minutes, ou une moyenne de trois échantillonnages ou mesures consécutifs ne conviennent pas pour un paramètre, quel qu'il soit, une période d'échantillonnage ou de mesurage plus appropriée peut être appliquée. Pour les PCDD et PCDF, une période d'échantillonnage de 6 à 8 heures est utilisée.

(2) Pour les émissions de chlore et de dioxyde de chlore, mesurés ensemble et exprimés en Cl₂, à la sortie de l'unité d'absorption de chlore des installations produisant du chlore ou de la soude, la période d'échantillonnage est d'une heure.

Périodicité des mesures.

Conduit n° 28 :

Paramètre	Fréquence	Mesure comparative selon l'article 9.1.2
Poussières totales y compris les particules fines (PM _{2,5} et 10)	Annuelle	Annuelle
COVT	Mensuelle*	Annuelle
Ammoniac	Semestrielle*	Annuelle
Nickel	Semestrielle*	Annuelle

Cyanure d'hydrogène	Annuelle	Annuelle
---------------------	----------	----------

Conduit n° 29 :

Paramètre	Concentration (mg/Nm3)	Mesure comparative selon l'article 9.1.2
Poussières totales y compris les particules fines (PM2,5 et 10)	Annuelle	Annuelle
COVT	Mensuelle*	Annuelle
Hydrazine (H350)	Semestrielle	Annuelle
Ammoniac	Semestrielle*	Annuelle
Nickel	Semestrielle*	Annuelle
Cyanure d'hydrogène	Annuelle	Annuelle

* Pour les rejets n°28 et 29 si au bout de 6 mesures les concentrations mesurées montrent une relative stabilité, la fréquence d'autosurveillance par mesure pourra être annuelle. La stabilité des émissions est appréciée de la manière suivante :

- soit l'ensemble des 6 mesures n'excèdent pas 50 % de la valeur limite d'émission définie pour l'émissaire.
- soit moins de 40 % d'écart relatif entre deux mesures successives. Le calcul de l'écart relatif est effectué pour toutes les périodes comprises entre deux résultats de mesure successifs de l'ensemble des données retenues pour l'analyse. Pour les mesures ponctuelles l'écart relatif correspond à (Valeur mesurée n° « n+1 »-Valeur mesurée « n »)/VLE,

La stabilité des émissions peut être estimée de manière itérative sur une période de 6 mesures consécutives glissantes.

6.6 : conduit n° 18 (four d'incinération).

Périodicité des mesures :

Paramètre	Fréquence	
	Autosurveillance	Mesures comparatives selon article 9.1.2
Débit	Continue	Deux mesures par an
Vapeur d'eau	Continue	Deux mesures par an
O ₂	Continue	Deux mesures par an
CO	Continue	Deux mesures par an
Poussières totales	Continue	Deux mesures par an
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	Continue	Deux mesures par an

Chlorure d'hydrogène	Continue	Deux mesures par an
HF	-	Deux mesures par an
SO ₂	Continue	Deux mesures par an
NO _x	Continue	Deux mesures par an
N ₂ O	-	Deux mesures par an
Cd	-	Deux mesures par an
TI	-	Deux mesures par an
Hg	-	Deux mesures par an
Total des autres métaux (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V)	-	Deux mesures par an
Dioxines et furanes	Semi-continue	Deux mesures par an

Les résultats des teneurs en métaux devront faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'effectuer la somme.

Article 7 : mise à jour de l'Évaluation Quantitative des Risques Sanitaires des installations.

Dans un délai de 12 mois à compter de la date du présent arrêté, l'exploitant transmet une actualisation de l'évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) des émissions de son site. Cette actualisation prendra en considération les hypothèses de fonctionnement représentatives du fonctionnement de ses installations, ainsi que les maxima atteints par les valeurs limites fixées en concentration et en flux fixés par les dispositions réglementant les rejets du site.

La mise à jour de l'évaluation est réalisée en application des principes de la circulaire du 09/08/13 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation, et des guides en vigueur notamment le guide INERIS «Evaluation de l'état des milieux et risques sanitaires» de septembre 2021.

L'exploitant s'attachera à travers cette EQRS à proposer des concentrations et flux (horaires et/ou annuels particuliers et/ou spécifiques) acceptables pour chacune des installations classées pour la protection de l'environnement contributrices en termes d'émissions et pour à minima l'ensemble des paramètres faisant déjà l'objet d'une surveillance au travers des textes réglementaires opposables au site.

L'exploitant s'attachera par ailleurs à proposer des vitesses d'éjection minimales permettant une bonne dispersion atmosphérique des polluants émis et proposera une fréquence d'autosurveillance adaptée aux émissions et aux enjeux.

Cette étude s'attachera enfin à analyser la surveillance environnementale actuellement mise en place autour des installations (retombées atmosphériques, et rejets dans l'eau) et proposer le cas échéant à l'éclairage des évolutions technologiques, et des guides reconnus par la Direction Générale de la Prévention des Risques, une modification du plan de surveillance actuellement mis en œuvre.

Au besoin (et en lien avec l'alinéa précédent sur la surveillance environnementale autour des installations) cette étude s'attachera à développer un opus «étude d'impact sur la qualité de l'air » afin à terme de pouvoir réviser au besoin la surveillance précitée, ou les valeurs limites d'émissions opposables aux installations vis-à-vis des paramètres faisant l'objet d'une contrainte réglementaire spécifique au travers de l'article R. 221-1 du Code de l'environnement.

Article 8 : modalités d'exécution.

Article 8.1 : publicité.

Une copie du présent arrêté est transmise au maire de Chalampé pour y être consultée. Cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Chalampé.

Le présent arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8.2 : frais.

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 8.3 : droit des tiers.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8.4 : sanctions.

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des dispositions du chapitre 1er du titre 7 du Livre 1er du Code de l'environnement.

Article 8.5 : transmission à l'exploitant.

Copie du présent arrêté est transmise à l'exploitant qui devra l'avoir en sa possession et la présenter à toute réquisition.

Article 8.6 : exécution.

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de Chalampé et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand'Est, chargé de l'inspection des installations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société Butachimie.

À Colmar, le 7 avril 2026

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

signé

Augustin CELLARD

Délais et voies de recours (article R. 181-50 du Code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).